



Réunion territoriale à Châteauroux

20 octobre 2025

Réponses des internautes aux sondages partagés via l'outil en ligne Slido

dp
DÉBAT
PUBLIC

BRANCHÉ SUR DEMAIN :
LE RÉSEAU ÉLECTRIQUE
EN DÉBAT

ORGANISÉ PAR

LA commission nationale du débat public CNDP

RÉUNION PUBLIQUE : « LES ENJEUX DU RACCORDEMENT ÉLECTRIQUE HAUTE TENSION POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE D'UN TERRITOIRE : L'EXEMPLE DE CHÂTEAUROUX » - 20 OCTOBRE 2025

Réponses des internautes aux questions partagées en ligne via l'outil Slido

L'ensemble des commentaires partagés en direct pendant la retransmission sont accessibles dans le replay du tchat en direct associé à la [vidéo YouTube de la rencontre](#). Pour y accéder, cliquez sur « Afficher la rediffusion du tchat », à droite de la vidéo.



Dans quelle Région vivez-vous ?

Sondage à choix multiple 9 votes 9 participants

Auvergne-Rhône-Alpes

0 %

Bourgogne-Franche-Comté

0 %

Bretagne

0 %

Centre-Val-de-Loire

44 %

Corse

0 %

Grand Est

0 %

Hauts-de-France

11 %

Île-de-France

33 %

Normandie

0 %

Nouvelle-Aquitaine

11 %

Occitanie

0 %

Pays de la Loire

0 %

Provence-Alpes-Côte-d'Azur

0 %



A quel titre participez-vous ce soir ?

Sondage à choix multiple 9 votes 9 participants

Elu·e



Etudiant·e



Journaliste/Média



Membre d'une association ou d'un syndicat



Membre du groupe citoyen



Professionnel·le du secteur énergétique



Représentant·e du secteur public



Personne intéressée par le sujet





Quelles questions souhaitez-vous poser aux intervenant-es ?

Ouvrir le sondage texte  6 réponses  4 participants

- Même si le débat public concerne le Réseau Public de Transport, il serait bien d'avoir en parallèle une vision des investissements sur le Réseau Public de Distribution par territoire. L'économie du système électrique est un grand ensemble qui va de la production à la consommation en passant par les réseaux. Au-delà de cette vision économique "intégrée", n'oublions-pas la vision industrielle, les besoins en emplois et compétences, la R&D
- Pourquoi les petits projets BT pâtissent de l'ouverture des vannes des gros projets HTA et HTB et ne peuvent pas se raccorder... Pour resituer l'échelle, un projet de 20 MW au sol correspond à une soixantaine de projets BT portés par des acteurs locaux du territoire (industriels, artisans, agriculteurs, ...), soit plusieurs années de travail pour un installateur local, un constructeur local, un terrassier, un maçon, etc...
- Le constat partagé par les intervenants est sans équivoque : Le territoire dispose d'atouts majeurs pour accueillir de nouvelles activités économiques, ainsi que des zones particulièrement propices au développement des énergies renouvelables — ce qui contribue également à sécuriser des revenus pour le secteur agricole. Ces dynamiques convergent vers une exigence commune : le réseau de transport d'électricité doit évoluer plus rapidement pour permettre l'attractivité des investissements et soutenir une véritable dynamique territoriale dans cette région. Ainsi, s'il est pertinent de planifier des zones d'accélération et d'accueil pour relocaliser l'activité économique, il est tout aussi crucial que le territoire anticipe et réserve des couloirs dédiés au développement du réseau de transport d'électricité. Faute de quoi, les ambitions en matière de relocalisation industrielle et de transition énergétique risquent de se heurter aux limites structurelles déjà observées. Deux questions se posent alors : Quelles sont les marges d'accélération possibles en matière de nouvelles capacités de raccordement, tant pour les consommateurs que pour les producteurs ? A quelle horizon ? y a t il des investissements anticipés prévus pour désenclaver énergétiquement le territoire (le besoin étant clairement identifié par les élus) ? De manière générale, comment la région est-elle engagée dans une démarche proactive d'accueil et de planification du réseau de transport d'électricité sur le territoire ?
- Comme vous le soulignez, il a été décidé de définir des zones d'accélération, de développer des dizaines de projets.... Mais le réseau local n'était pas adapté... Comment cela se fait-il? Quelles solutions aujourd'hui pour les porteurs de projets ENR bloqués dans les "tuyaux"? Quelles solutions pour les installateurs locaux et tout le tissu local? (Plusieurs centaines de projets bloqués à l'échelle régionale)
- Merci Gil de souligner cet aspect dès le début du débat... Ce problème de réseau est une difficulté avérée, d'autant plus complexe en ce moment (saturation des capacités) sur + de 90% du département...(pour le raccordement des ENR notamment)
- Le réseau électrique est contraint et semble ne pas pouvoir accueillir l'ensemble des activités (éolien, photovoltaïque au sol, photovoltaïque sur les toits, sur les ombrières de parking, projets industriels,...). Comment réguler l'accès au réseau et redevenir souverain dans le choix du développement économique du département ? Car aujourd'hui, il semble manquer un réel chef d'orchestre qui partagerait cette ressource que représente l'accès au réseau électrique publique.



Quelles sont vos attentes à l'égard du schéma de développement du réseau ?

Ouvrir le sondage texte  9 réponses  3 participants

- Sans énergie pas de production du grand groupe a la PME. Pour rappel un emploi dans la métallurgie c'est 9 emplois autour. Les difficultés qui pèsent sur les industriels nous oblige à réagir vite. Comment RTE pour réagir vite. Un engagement financier comme demandé par RTE n'est pas toujours possible pour une PME ou une TPE hors elles représentent 85% des industriels.*
- En lien avec le développement qui serait obligatoire en matière de datacenters, ceux-ci seront-ils interruptibles, limités en puissance dans les périodes de tension sur le réseau électrique comme le sont les "simples" citoyens?
- Même si c'est un "objet d'investissement financier" à la mode, questionner le besoin de développer autant l'IA (pour des besoins parfois...souvent "désolants", ridicules...), donc de développer des datacenters "pas très écolo", qu'il faut raccorder au réseau électrique, qui induisent des renforcements de réseaux et qui au bout de la chaîne peuvent nécessiter la construction d'un EPR (1200 à 1600 MW) posent de grandes questions existentielles...Tout ça pour ça
- Le développement des ENR semble être un inducteur fort du développement du réseau électrique (de transport mais aussi de distribution). Hors les ENR sont intermittentes et fatales. Pour que le système électrique fonctionne, cela nécessite de mailler encore plus les réseaux électriques pour "faire foisonner" les ENR, mais avec comme impact plus de pertes sur les réseaux. Ne faut-il pas développer des moyens de stockages, au plus près des parcs ENR, pour apporter de la stabilité au système électrique, optimiser et limiter les pertes électriques ? Ne faut-il pas un gestionnaire global du système électrique, une entreprise intégrée qui s'occupe à la fois de toutes les productions, de tous les stockages et des réseaux pour réussir un futur énergétique durable pour l'ensemble des territoires
- Les installateurs poussent à l'autoconsommation sans vente de surplus car le réseau est saturé... si ce n'était pas le cas, ils pousseraient à valoriser le surplus...
- Flexibilité réseau Problèmes de tension même chez les particuliers Décarbonation des industriels mise à mal à cause du réseau....
- Afin de répondre aux exigences de verdissement des industries, les installateurs poussent à l'autoconsommation sans revente du surplus pour répondre aux difficultés d'injection sur le réseau mais cela a un impact négatif sur la rentabilité et sur la volonté de faire des projets ambitieux. Pour quand est-il prévu d'inverser cette orientation?
- Autoconsommation individuelle = seule option actuellement pour les ENR... Même l'autoconsommation collective n'est pas possible sur les zones saturées
- Raccorder les projets bloqués